

COMMERCE EXTERIEUR ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES PAYS AFRICAINS. UN ESSAI DE TYPOLOGIE PAR ACP

Foreign trade and economic development of African countries. A typology essay by
PCA

SILEM Ahmed¹

¹ Centre Magellan, Université Jean-Moulin Lyon 3, ahmed.silem@univ-lyon3.fr

BENZIANE Dalila²

² Université A-Mira-Bejaia, dalila.benziane@univ-bejaia.dz

SADI Nour el Houda³

³ Université A-Mira-Bejaia, nourelhouda.sadi@univ-bejaia.dz

Date de réception : 10/05/2022 Date d'acceptation : 04/12/2022 Date de publication 10/01/2023

Résumé :

Le continent africain semble à l'écart de la mondialisation heureuse. La faiblesse de sa participation au commerce mondial invite à examiner les effets de l'ouverture commerciale sur la croissance, sachant que ces effets ont été l'objet de débats depuis le XVII^{ème} siècle entre protectionnistes et libre-échangistes. En outre, aussi bien la participation au commerce international que la croissance économique dépendent d'un grand nombre de variables. Cette complexité a conduit au choix méthodologique de l'ACP pour établir une typologie des pays africains. Les résultats révèlent que l'ouverture commerciale et l'accès à la mer jouent un rôle positif et significatif dans la croissance du PIB. Les droits de douanes impactent négativement le niveau du revenu. Le facteur institutionnel, associé au protectionnisme prononcé, joue un rôle négatif sur le niveau de développements des pays africains.

Mots clés : Afrique, Commerce extérieur, Consensus de Washington, Croissance économique, Développement économique, Libre-échange, Protectionnisme, Néomercantilisme, analyse en composantes principales, ZLECAf

Jel classification codes : B0 ; F13

Abstract :

The African continent seems to be on the sidelines of happy globalization. The weakness of its participation in world trade invites us to examine the effects of trade openness on growth, knowing that these effects have been the subject of debate since the 17th century between protectionism and free trader. Moreover, both participation in international trade and economic growth depend on a large number of variables. This complexity led to the methodological choice of the PCA to establish a typology of African countries. The results reveal that trade openness and access to the sea play a positive and significant role in GDP growth. Customs duties negatively impact the level of income. The institutional factor, associated with pronounced protectionism, plays a negative role on the level of development of African countries.

Key words: foreign trade, growth, development, free trade, protectionism, new mercantilism, principal component analysis, *Washington consensus*, ZLECAf

Auteur correspondant: SILEM Ahmed; Email: ahmed.silem@univ-lyon3.fr

1. Introduction

Le programme néolibéral dit du Consensus de Washington, selon l'expression du Britannique John Williamson (1989) désignant l'accord tacite du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Mondiale (BM) et le soutien du Trésor américain apparu au début des années 1980¹, a suscité de nombreuses critiques², aussi bien par des libéraux comme Jagdish Bhagwati ou néokeynésiens comme Joseph Stiglitz (2002), Dani Rodrik (2008) et Jean-Paul Fitoussi - Francesco Saraceno (2013). Plus récemment une invitation à oublier ces critiques s'est fait jour avec l'analyse empirique de Grier et Grier (2021). Leur étude, qui porte sur 141 pays, dont 49 ont suivi les recommandations de la Banque mondiale conformes au Consensus, révèle l'efficacité de ces dernières contre la pauvreté tout en stimulant la croissance, notamment dans les pays en développement.

Trois des dix commandements libéraux du Consensus de Washington, listés par John Williamson (1990) pour la Banque mondiale, concernent directement le commerce extérieur des pays en développement et les pays lourdement endettés. Ce sont :

- a) L'adoption d'un taux de change unique et compétitif pour favoriser les exportations et réduire les importations
- b) La libéralisation des échanges avec abaissement des tarifs douaniers qui devraient être nuls pour les biens intermédiaires nécessaires à la production nationale
- c) L'élimination des barrières aux investissements directs étrangers qui permettent de suppléer à la faiblesse de l'épargne productive par un apport de capitaux externes et d'obtenir des compétences absentes dans les pays en développement.

Avant même cette publication de Grier et Grier, le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies a soutenu que : « la croissance du commerce international peut être un fondement de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté »³. Pour le Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la relation causale n'est plus une éventualité, elle est même une certitude dans son rapport : *L'intégration du commerce en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable* (2018). Elle est affirmée en ces termes : « Le commerce a, depuis longtemps déjà, fait la preuve du rôle moteur qu'il joue dans le développement et la réduction de la pauvreté en stimulant la croissance, notamment dans les pays en développement ». Face à de telles preuves, qu'est-ce qui peut expliquer la faible participation au commerce mondial des économies africaines au développement entravé pour la majorité des États ?

Nous proposons dans cet article, en nous limitant aux seuls pays africains, d'examiner les variables associées à l'ouverture des économies. L'approche empirique se fera par une analyse en composantes principales. Préablement, dans une première section, un rapide tour d'horizon

¹ Le début de la décennie 80 a été celui de l'arrivée au pouvoir des gouvernements néolibéraux de Margaret Thatcher, Ronald Reagan, Helmut Kohl, qui « avec un solide soutien des entreprisesont défendu le libre-échange, le libre investissement, la déréglementation et la privatisation comme la meilleure voie vers la croissance. » Broad Robin; John Cavanagh,(1999), *The death of the Washington consensus? World Policy Journal*; Fall 1999; 16, 3; Research Library Core, <https://dra.american.edu/islandora/object/auislandora%3A64893/datastream/PDF/view>, consulté le 20/04/2022

² Ben Hammouda Hakim, Nassim Oulmane, Mustapha Sadni Jallab, (2010), « À Washington : d'un consensus à l'autre », Chapitre 5 in *Crise... Naufrage des économistes ? Enquête sur une discipline en plein questionnement*. De Boeck éditeur, Supérieur, 234 pages.

³ <https://www.un.org/development/desa/financing/fr/topics/international-trade-engine-development>, consulté le 11/04/2022

en histoire de la pensée économique présentera les doctrines défavorables⁴ puis celles plutôt favorables à l'ouverture des économies au commerce international. Dans une deuxième section seront abordées les variables indépendantes susceptibles de permettre de construire une typologie des pays africains au regard de la relation entre le commerce extérieur et la croissance du PIB sur le long terme.

2. Le rôle du commerce extérieur dans le développement économique : Un bref aperçu en histoire de la pensée économique

La relation entre le commerce extérieur et le développement économique a donné lieu à deux lectures opposées. L'une, la plus ancienne et constitutive d'une des formes du mercantilisme apparu au XVI^{ème} siècle, est celle de la protection des activités internes et de conquête de marchés extérieurs avec l'aide de la puissance publique. L'autre, plus récente, soutient que le libre-échange assure la prospérité de tous.

2.1. La protection des activités internes et la croissance économique

On a longtemps pensé que la protection de l'économie nationale par des droits douaniers élevés sur les importations, les subventions est une réponse à la problématique de la croissance et du développement pour des pays faiblement industrialisés confrontés aux produits de pays industrialisés. C'est le point de vue des mercantilistes à partir du XVI^{ème} siècle et des néo-mercantilistes contemporains. En outre cela a correspondu aux stratégies d'industrialisation adoptées par les premiers pays développés au cours de l'histoire.

Pour la plupart des auteurs mercantilistes⁵, seule l'exportation était retenue comme facteur d'enrichissement de la Nation dont les importations doivent être limitées au strict nécessaire, pour avoir une balance commerciale excédentaire. L'État doit alors, d'une part, encourager le développement d'activités de substitution des importations, notamment en adoptant des mesures protectionnistes tarifaires (droits de douane) et non tarifaires (limitation des quantités, - contingentement ou quotas - mesures administratives comme les normes de qualité) et, d'autre part, aider, par des subventions, les entreprises exportatrices pour prendre des parts de marché à l'international. La croissance économique sera ainsi d'autant plus importante que la production dispose du marché local protégé permettant des prix élevés et des marchés extérieurs dont la conquête est facilitée par des prix de vente au coût marginal.

De telles idées ont été développées notamment par Thomas Mun qui voyait dans l'excédent commercial le moyen d'enrichir le pays et ses habitants (*England's Treasure by Forraign Trade*, 1664), par Barthélémy de Laffemas (*Mémoire pour dresser les manufactures et ouvrages du royaume*, 1596) inspirateur de Jean-Baptiste Colbert (1663) qui considérait « le commerce et les manufactures (comme) les deux seuls moyens d'attirer les richesses au-dedans du royaume, et de faire subsister avec facilité un nombre infini de ses sujets qui augmenteront même considérablement tous les ans »⁶

⁴ Pour un exposé plus succinct, cf Gern (1993)

⁵ Les mercantilistes ne sont pas tous interventionnistes et protectionnistes. Par exemple William Petty (1623-1687) est annonciateur de la doctrine de l'ordre naturel et du libéralisme des Physiocrates et des Classiques avec sa formule *vadere sicut vult*; qui signifie littéralement « aller à sa guise » assimilable à la formule « laissez faire, laissez passer » de Vincent de Gournays .cf William_Petty_Economic_Writings_(1899)_vol_1.djvu/109, préface p.9. Josiah Child (1630-1699), de son côté, fait remarquer que l'on ne peut pas exporter si on ne donne pas les moyens de paiement par des importations aux pays destinataires des dites-exportations. Cf *A New Discourse of Trade* (1668 and 1690)

⁶ « Instruction de Jean-Baptiste Colbert (contrôleur général des finances) aux maîtres des requêtes envoyés en province pour visiter la ferme des gabelles, datée du mois de septembre 1663 ». In: *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, publiées par Pierre Clément. Tome II. 1ère partie. *Finances, impôts, monnaies*. Paris : Imprimerie impériale, 1863. pp. 239-240.

Cette doctrine mercantiliste, dans la mesure où le développement du marché intérieur et la protection d'une industrie nationale naissante ou émergente⁷, face aux produits des pays plus avancés prennent le pas sur l'impératif des exportations⁸, a eu des continuateurs sur le plan théorique aussi bien dans le passé avec l'Américain Alexander Hamilton (1791)⁹ ; l'Allemand Friedrich List (1841) ou l'Américain Henry Charles Carey (1865) que tout récemment avec Jacques Sapir (2022). Il convient de signaler que John Maynard Keynes (1936), qui a reconnu sa dette à l'égard des auteurs mercantilistes, a admis que le protectionnisme éducateur n'est pas fondamentalement du pur mercantilisme. Il écrit à ce propos dans le chapitre XIII du livre VI de la *Théorie générale* : « Les concessions théoriques faites par l'école du Libre-Échange dans les discussions contemporaines, en ce qui concerne par exemple l'encouragement aux industries naissantes ou l'amélioration du taux du troc extérieur, n'intéressent pas la substance même de la théorie mercantiliste ».

Au-delà des développements théoriques dont il a fait l'objet, le mercantilisme dans sa version du protectionnisme éducateur listien a inspiré les politiques d'industrialisation par substitution aux importations (ISI), mises en œuvre dans certains pays en développement entre 1930 et 1970 (Argentine, Brésil, Inde), après l'exemple réussi du Japon sous l'ère Meiji (entre 1868 et 1912) ou encore des États-Unis et de l'Allemagne qui « ont commencé leur industrialisation à l'abri des barrières douanières par le biais de l'imposition de droits de douane élevés sur les produits manufacturés au XIX^e siècle » (Trépan, 2008).

La stratégie de développement par l'ISI, dite aussi politique autocentrée, après les années 1950 n'a pas produit les résultats attendus. Pour produire localement, il faut des devises pour financer les biens d'équipement qui, généralement, sont importables de pays avancés. L'endettement est inévitable, sans production dont une partie serait orientée vers l'exportation. Cela est particulièrement difficile à obtenir du fait de la faible qualité des produits aux prix élevés résultant, d'une part, de l'absence de la concurrence étrangère au niveau local et, d'autre part, de marchés domestiques qui peuvent être trop étroits.

Avec la mondialisation plus affirmée à partir des années 1960, les mesures d'aide aux entreprises concernent les firmes nationales de pays développés en vue de maintenir leur position dominante vis-à-vis de la concurrence étrangère. Cette nouvelle politique a été qualifiée de néo-mercantiliste¹⁰. Celui-ci comporte plusieurs facettes {Uzunidis (2001 et 2013) ; Abdelmaki et Sandretto (2017) ; Baudry (2021)}.

Pour Uzunidis, « les économies puissantes ont plus de facilités pour se défendre et imposer une division internationale du travail ». Pour Baudry, cela se manifeste notamment par le soutien public aux efforts de recherche et développement (R&D) des grandes entreprises privées, en vue d'assurer la pérennité de leur prééminence et conséquemment le maintien du rang des économies développées. L'Allemagne contemporaine serait l'archétype du néomercantilisme actuel selon Baudry (2021). Abdelmaki et Sandretto (2017) identifient le néomercantilisme dans la politique

⁷ Ce qui est le plus souvent formulé par l'expression de « protectionnisme éducateur ».

⁸ David Todd (2009), « Le protectionnisme, un libéralisme internationaliste. Naissance et diffusion, 1789-1914, Publié dans <https://laviedesidees.fr/Le-protectionnisme-un-liberalisme.html>

⁹ Alexander Hamilton (1791), Hamilton's Report on the Subject of Manufactures, 1791, <https://www.gilderlehrman.org/history-resources/spotlight-primary-source/hamilton%E2%80%99s-report-subject-manufactures-1791>

¹⁰ La dénomination « néomercantilisme » a déjà été utilisée pour catégoriser la pensée économique des auteurs du XVIII^{ème} siècle dont les idées annoncent sur certains aspects celles du libéralisme. Cf Le duc Michel (1960), « Le mécanisme du multiplicateur chez les néo-mercantilistes de langue française au XVIII^e siècle », *Revue d'économie politique*, Vol 70, n°2, mars-avril, pp. 229-247. La notion peut être considérée comme quasi-synonyme de « néoprotectionnisme » que Bela Balassa (1973) caractérise par « l'emploi de restrictions non tarifaires sur le commerce, l'octroi d'aides gouvernementales aux industries nationales, avec de nouvelles tentatives d'organisation du commerce mondial », pour le distinguer du « vieux protectionnisme » qui prend « appui principalement sur les droits de douane ».

commerciale stratégique défendue par l'Europe et l'approche du commerce administré des États-Unis. L'une comme l'autre consistent en mesures protectionnistes en vue d'obtenir un avantage comparatif par des subventions, des mesures de protection du marché intérieure et/ou de réduction de taxes dans des secteurs stratégiques.

Mais le mercantilisme dans sa version fondamentale de patriotisme ou nationalisme économique a encore ses défenseurs. C'est ainsi que Marie-Françoise Delaitte et Jacques Poiriot (2010) affirment que « le patriotisme économique n'est pas seulement un instrument au service de la puissance industrielle et commerciale d'un État ou un vecteur de sa puissance financière, mais qu'il est aussi parfaitement compatible avec les dimensions sociale et environnementale du développement durable. »¹¹ Toutefois, avec la mondialisation de plus en plus affirmée, exception faite du freinage lors de la période de la pandémie de la Covid 19 ; le protectionnisme dans un espace démographique étroit conduit une douzaine d'experts à tenter de répondre à la question titre de l'ouvrage collectif (de Boissieu et Chesneau, 2020), : *le patriotisme économique a-t-il un sens aujourd'hui ?*.

La présentation des arguments théoriques en faveur de l'ouverture des économies permettra d'éclairer la réponse à la question et de comprendre les résultats obtenus par Grier et Grier (2021) et par d'autres études empiriques sur lesquelles nous reviendrons.

2.2. L'ouverture du commerce extérieur, un stimulant de la croissance

Prenant appui sur la proposition ricardienne préconisant la spécialisation des pays sur leur avantage comparatif, le discours dominant depuis longtemps, suscitant les Accords généraux sur les tarifs douaniers et le commerce (AGETAC ou GATT¹²) et sa transformation en Organisation mondiale du commerce¹³, revient à affirmer que la participation au commerce mondial joue un rôle certain dans le développement économique des pays pauvres. Les effets du libre-échange sur la croissance et le développement sont parfaitement symétriques aux limites de la stratégie du développement autocentré.

L'absence de concurrence ; par des produits importés lourdement taxés, favorise des prix internes élevés qui pénalisent les consommateurs, freine les gains de productivité, n'incite pas à l'innovation et au dynamisme, permet la survie de petites entreprises aux coûts de production élevés par absence d'économies d'échelle et, finalement maintient la grande majorité de la population dans la pauvreté et le pays dans le sous-développement. En revanche, la production à la fois pour le marché interne et pour l'exportation permet des économies d'échelle et donc des prix possiblement plus compétitifs, favorables aux consommateurs, à l'emploi et à la croissance économique C'est ainsi que Patricia R. Francis (2012), en tant que directrice exécutive du Centre de commerce international¹⁴ n'hésite pas à écrire que « le commerce est le moyen le plus efficace de sortir du piège de la pauvreté. ...Le recours au commerce pour s'attaquer à la pauvreté et à ses causes n'a pas que des bénéfices purement financiers. Le commerce engendre des revenus, mais permet aussi d'acquérir des compétences et des connaissances ».

¹¹ Marie-Françoise Delaitte et Jacques Poiriot (2010), « Patriotisme économique et développement durable », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 1, n° 3 | Décembre 2010, mis en ligne le 08 juillet 2010, consulté le 17 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8469> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.8469>

¹² Acronyme de *General Agreement on Tariffs and Trade*

¹³ OMC, « les arguments en faveur du commerce ouvert » L'article rappelle que la théorie des avantages comparatifs est la réponse donnée par Paul Samuelson au mathématicien Stanislas Ulam qui demandait d'énoncer une proposition qui soit vraie et non triviale en sciences sociales. https://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/fact3_f.htm, consulté le 23/04/2022

¹⁴ Le CCI, situé à Genève, est l'organisation de coopération conjointe des Nations Unies et de l'Organisation mondiale du commerce.

Il s'agit donc de dépasser la vision mercantiliste de chercher l'expansion uniquement par la croissance des exportations et la limitation des importations. L'ouverture du commerce extérieur est une opportunité pour accéder à des produits moins onéreux, des produits nouveaux, tout en engageant le pays dans une utilisation plus efficace et plus efficiente des dotations en facteurs de production. Dans le chapitre VI du rapport de l'OCDE (2002)¹⁵ publié par la revue *Perspectives économiques de l'OCDE*, il est reconnu que la concurrence associée à l'ouverture commerciale « conduit à des gains de productivité multifactorielle ponctuels (gains statiques) et continus ou dynamiques, du fait, d'une part, « d'une meilleure allocation des ressources et d'une utilisation plus rationnelle des facteurs de production » et, d'autre part, au « plus grand effort de création et à une diffusion plus rapide de l'innovation ».

Ce point de vue, qui constitue l'une des conclusions du livre *Richesse du monde, pauvreté des nations* (Daniel Cohen 1997) n'est pas une idée nouvelle. Elle est apparue au XVIII^{ème} siècle en réaction au nationalisme économique ou mercantilisme dont les inconvénients sont patents et les moindres ne sont pas le risque de guerres commerciales, les mesures de représailles du type boycott des produits du pays qui se protège.

Toutefois, le nationalisme économique commence à s'estomper à partir des années 1960, aussi bien entre pays développés dans le cadre des difficiles négociations Kennedy au sein du GATT¹⁶, que pour certains pays sous-développés favorables à l'économie de marché et qui optent pour une industrialisation tournée vers l'exportation par insertion dans les chaînes de valeur mondiales. La sortie du sous-développement, pour ces pays, qui ont ouvert leur économie aux investissements directs étrangers, s'est effectuée étape par étape. Le processus commence par une phase de *pays ateliers* [Michalet (1976) et (2007/8), Gautier (1981) des firmes multinationales pour devenir ensuite les *nouveaux pays industrialisés* -NPI- [Brasseul (1993) ; Maurer et Régnier (1993) ; Azevêdo (2014)] et atteindre le stade de pays développés. Telle est la voie suivie par les Quatre dragons asiatiques (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taïwan). et elle est à la base de l'argumentaire en faveur de mesures d'ouverture du commerce extérieur et du libre-échange.

L'ouverture commerciale, comme facteur associé positivement au développement économique, est validée dans un grand nombre d'études empiriques, dont celles de Dollar et Kraay (2001), Boumghar, (2020), Cramer, Sender et Oqubay (2020), Bagoula et Figueiredo De Oliveira (2022).

Par exemple, avec un échantillon de 24 pays en développement qualifiés de mondialistes ou globalisateurs du fait de la croissance considérable de leurs échanges au cours de la période de 1960-1990, Dollar et Kraay (2001) constataient des taux de croissance du PIB passant de 1.4 % dans les années 60 à 5 % dans les années 90. Comparativement, le taux enregistré au sein du groupe des pays riches est nettement inférieur, passant de 4,7 % à 2,2 % pour la même période considérée. Pour les pays non mondialistes, les chiffres sont encore nettement plus faibles avec un taux 1,4 % dans la décennie 90 après avoir atteint le taux de 3,3 % dans la décennie 1960. En outre Dollar et Kraay constatent que la forte croissance et le volume des échanges impactent positivement le niveau de pauvreté : la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté a nettement régressé durant les années 80 et 90 passant ainsi de 43 à 36 % au Bangladesh, de 20 à 15 % en Chine et de 13 à 10 % au Costa Rica.

Si l'ouverture est favorable à la croissance dans un grand nombre d'études, il faut aussi reconnaître que des exceptions comme celle d'Ekodo et Ngomsi (2017) révèlent une relation

¹⁵ OCDE, (2002), « VI. Concurrence sur les marchés de produits et performance économique » *Perspectives économiques de l'OCDE*, 2002/2, n°72 2002/2 pages 189 à 197

¹⁶ Le cycle des négociations Kennedy (ou *Kennedy Round*) se sont déroulées entre 1964 et 1967. Le cycle a porté sur quatre sujets : les tarifs douaniers, les régulations non tarifaires, les restrictions du commerce agricole et l'aide au développement.

négative. Dans leur étude portant sur les six pays de la CEMAC et sur une période de 49 ans (1967 – 2016). La relation testée est celle de l'influence négative de l'ouverture sur la croissance économique. Les auteurs, qui ont utilisé la méthode des moments généralisés en panel dynamique, constatent que « Le coefficient associé à la libéralisation commerciale est positif, mais non significatif » et déduisent que « ces pays ne tirent pas vraiment profit de l'ouverture commerciale ». Cependant, les auteurs font remarquer que ce résultat n'est pas très surprenant, car comme le montre de plus en plus la littérature, cette politique doit être associée à d'autres facteurs pour quelle puisse stimuler la croissance économique ».

Les effets positifs d'une stratégie réfléchie d'ouverture du commerce extérieur sont donc réels, si la politique d'ouverture est associée à une politique structurelle faisant intervenir les déterminants retenus dans les modèles de croissance endogène : l'investissement en capital physique, l'investissement en capital humain, l'intervention de l'État pour développer les biens collectifs comportant des externalités positives, sans oublier un environnement institutionnel favorable. Mais les modèles de croissance négligent la géographie qui est la principale variable par ses effets sur les facteurs de la fonction de production. Dani Rodrik et Arvind Subramania (2003) présentent la géographie comme « le déterminant principal du climat et des dotations en ressources naturelles et peut aussi jouer un rôle essentiel dans la morbidité, les frais de transport et le degré de diffusion de nouvelles technologies en provenance de régions plus avancées ».

La multiplication des accords commerciaux bilatéraux et régionaux en vue de constituer des zones de libre-échange et/ou d'élargissement des marchés, des unions douanières ou des marchés communs s'inscrit apparemment dans cette logique. Mais le développement foisonnant de ces accords, qui s'interpénètrent de manière inextricable pour donner l'image d'un « bol de spaghetti », selon l'expression de Jagdish Bhagwati (1995)¹⁷, aboutit à une complexité préoccupante pour les opérateurs commerciaux et les entreprises¹⁸. Cette complexité résulte du fait de la multiplicité des règles et des réglementations des différents accords. Ce phénomène, initialement mis en évidence pour les pays asiatiques, a été constaté aussi en Afrique. Et c'est notamment pour pallier un tel phénomène que l'Union africaine a lancé en 2012 le projet de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). A l'exception de l'Érythrée, l'accord a été signé par tous les pays africains, et il est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

On s'attend à ce que la ZLECAf stimulera les échanges et la croissance économique. Avec des pays aux activités plus concurrentes que complémentaires, les échanges intra-africains¹⁹ risquent de faiblement évoluer. Sans même évoquer le paradoxe de Graham (1923)²⁰ ou encore le possible phénomène de la croissance appauvrissante abordé par Jagdish Bhagwati (1958)²¹ il est en effet difficile d'appliquer le modèle des avantages comparatifs pour des pays dont la production relève des secteurs agricole et minier. Dans ces activités il est également difficile

¹⁷ Bhagwati Jagdish N. (1995) « US Trade policy: The infatuation with FTAs », 23 pages, <https://core.ac.uk/download/pdf/161436448.pdf>.

¹⁹ En 2019, le commerce intra-africain ne dépassait pas 4,4 % et la participation de l'Afrique au commerce mondial était de 2,8 %. CNUCED (2021) **Rapport 2021 sur le Développement économique en Afrique: La contribution potentielle de la zone de libre-échange continentale africaine à une croissance inclusive**. <https://unctad.org/fr/press-material/faits-et-chiffres-6>

²⁰ Graham Franck D. (1923), « The Theory of International Values Re-examined », *Quarterly Journal of Economics* Vol. 38, Issue 1, November. pp 54-86. Ce paradoxe est déduit de l'abandon de l'hypothèse ricardienne de rendements constants pour les deux produits dans les deux pays. Il envisage un coût moyen décroissant (rendements croissants) pour un produit et un coût moyen croissant (rendement décroissant) pour l'autre produit. Le libre-échange dans cette hypothèse peut désavantager le pays aux coûts croissants.

²¹ Bhagwati Jagdish N (1958), "Immiserizing Growth: A Geometrical Note", *Review of Economic Studies* 25, (June), pp. 201-205. La croissance tirée par les exportations de matières premières, dont les rendements sont décroissants, peut aboutir à une situation moins favorable que celle d'avant cette orientation en raison du risque de détérioration des termes de l'échange.

d'envisager une demande de différence comme on peut le constater pour les produits industriels²² et le tourisme. En d'autres termes, l'industrialisation est une priorité pour développer le commerce extérieur et renforcer le développement. Cette industrialisation préalable ne déroge pas à l'idée de faire du commerce extérieur un catalyseur de la croissance plutôt qu'un facteur déterminant essentiel [Fontagné et Guérin (1997), Guérin (2000), CNUCED (2017)].

Si certains économistes, comme Milton et Rose Friedman (1980), attribuent le miracle asiatique réalisé par les dragons à l'adoption d'une politique néolibérale, et la stagnation des autres pays à des politiques dirigistes, de nombreux auteurs ne partagent pas ce point de vue [Frederic C. Deyo (1987), Alice H. Amsden (1991), Cramer, Sender et Oqubay (2020)]. Dans des pays peu attractifs aux IDE, un problème d'amorçage de la pompe ne peut être résolu que par l'intervention de l'État pour développer les infrastructures, investir dans l'éducation et la santé, investir dans la R&D et encourager la recherche appliquée du secteur privé. Pour Cramer, Sender et Oqubay (2020) mettent notamment l'accent sur l'importance de l'investissement public à la fois comme moteur de la croissance et comme stimulant de l'investissement privé.

Nous proposons d'examiner dans quelle mesure cette opposition paradigmatique intervention/marché est pertinente et avec quelle importance, parmi une série de variables déterminantes, pour comprendre les performances différentes réalisées par les pays africains.

3. Les variables déterminantes du commerce extérieur

Afin de mettre en évidence les déterminants du développement du commerce extérieur dans les pays d'Afrique, la méthode retenue est l'Analyse en Composantes Principales (ACP). Elle s'applique aux données portant sur variables quantitatives. Son principe consiste en une réduction de nombre de variables en un petit nombre qui concentre toute l'information.

L'échantillon pris dans cette étude est composé de tous les pays d'Afrique qui sont au nombre de 54 pays. Pour ce qui concerne les variables, elles ont été choisies, d'un côté, par référence aux travaux théoriques et empiriques et de l'autre côté, en fonction de leur disponibilité. Les données se constituent ainsi, de huit variables qui sont :

- 1) Le PIB constant en dollars américain (base 2010), comme indicateur de croissance. Il est déterminant pour la demande d'importation et pour l'offre d'exportation. Évidemment l'exportation suppose une production dans le pays exportateur, et cette activité détermine en partie les importations par les « inputs » qui lui sont nécessaires et la propension à consommer des ménages.
- 2) L'indice du degré d'ouverture commerciale, mesuré par la moyenne des exportations et des importations divisées par le PIB. Lorsque l'indice est élevé, il indique l'existence de relations et d'échanges commerciaux avantageux. Cette variable constitue la variable à expliquer, dite aussi variable déterminée ou variable endogène.
- 3) Le nombre d'accords commerciaux régionaux au GATT/à l'OMC et en vigueur relatifs au commerce de services et de marchandises.
- 4) Le taux de droit de douane appliqué dans chaque pays : des droits de douane favorables attirent favorisent les importations et donc plus d'échanges
- 5) L'indice de taux de change est calculé comme la moyenne géométrique pondérée des indices de taux de change nominaux vis-à-vis des 10 principaux partenaires à l'importation et à l'exportation du pays considéré ajustée de l'évolution des prix relatifs. La pondération est calculée en fonction de la part relative des partenaires sur la période 2009-2013. Une

²² Toutefois, si les produits transformés dans les exportations extra-africaines ne dépassent pas 17 %, en revanche ils atteignent 41 % du commerce intra-africain. Source : CNUCED, *Rapport 2021 sur le Développement économique en Afrique : La contribution potentielle de la zone de libre-échange continentale africaine à une croissance inclusive* <https://unctad.org/fr/press-material/faits-et-chiffres>

évolution au-delà de 100 traduit une appréciation réelle, donc une tendance à la surévaluation. Ce qui a pour effet de défavoriser les exportations et de favoriser les importations. Base 100 = 2005.

- 6) La qualité institutionnelle et son impact sur la croissance et le développement économique a fait l'objet d'un grand nombre d'études [North (1981), Jones (1987) Olson (1982), Knack et Keefer (1995), Mauro (1995), Barro (1997) Aron J. (2000), Rodrik, Subramanian et Trebbi (2004), Acemoglu and Robinson. (2010, 2012), Mtiraoui (2020)]. Parmi ces auteurs, Rodrik et Subramanian (2003) se distinguent en insistant sur l'importance des institutions qui garantissent les droits de propriétés, l'effectivité d'un État de droit et qui veille à l'exécution des contrats (autrement dit, créatrices de marchés). La réglementation assure le bon déroulement des transactions commerciales et garantit la protection des partenaires économiques. La qualité de la réglementation capture la capacité du gouvernement à formuler et à appliquer de bonnes politiques qui favorisent la pratique économique²³. Cette qualité de la réglementation associée à la stabilité politique expriment la contribution du cadre réglementaire et institutionnel au développement des échanges.
- 7) L'indice de la stabilité politique ainsi que l'indice de qualité de la réglementation sont des variables comprises entre -2.5 et +2.5. L'indice est considéré comme bon à chaque fois que la valeur estimée se rapproche du nombre positif.
- 8) Le régime politique est intégré dans l'analyse sous forme de variable muette qui prend la valeur « 1 » pour un régime autoritaire, », la valeur « 2 » pour un régime hybride et la valeur « 3 » pour un régime politique démocratique

Le tableau 1 récapitule l'ensemble des variables, leur unité de mesure et leurs sources :

Tableau N°1 : Récapitulatif des variables de l'étude

Variable	Unité de mesure	Définition	Source
PIB	Dollar USD constant	PIB courant	Banque mondiale
Accords	nombre	Nombre d'accords commerciaux	Organisation mondiale de commerce
Ouverture		Indice d'ouverture commerciale	Calculé par nos soins en utilisant les données de la Banque mondiale (importation+ exportations)/PIB
Douane	En %	Moyenne simple des droits de douane appliqués sur tous les produits	Banque mondiale
Change		Indice de taux de change effectif réel	Observatoire de la compétitivité durable (OCDE). www.ferdi.fr Calculs de la Ferdi à partir des données du CEPII (BACI 2018) et du FMI (International Financial Statistics, 2017).
Politique		Indice de la stabilité politique	The Worldwide Governance Indicators, 2021 Update. www.govindicators.org
Réglementation		Indice de la qualité de la réglementation	The Worldwide Governance Indicators, 2021 Update. www.govindicators.org
Démocratie	Variable muette (1,2,3)	Régime politique	Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA). www.idea.int/gsd-indices/democratie-indices

²³ : Banque mondiale, *Worldwide Governance Indicators* (WGI). « Les Indicateurs de gouvernance dans le monde (WGI) de la Banque mondiale fournissent un classement de 215 pays et territoires sur la base de six dimensions de la gouvernance, notamment la stabilité politique, l'efficacité du gouvernement et le contrôle de la corruption. Le rapport est un projet agrégé avec des classements commençant en 1996 ». <https://globaleledge.msu.edu/global-resources/resource/470>, consulté le 28/04/2022

Accès à la mer	Variable muette (1, 0)	Accès à la mer	Google Map
----------------	------------------------	----------------	------------

4. Résultats et discussions

Avant d'interpréter les résultats de l'estimation, la première tâche est de procéder à la vérification de la validité des estimations. Pour cela le test qui seront employés sont d'une part, le test de sphéricité de Bartlett et, d'autre part, le test de Kaiser-Mayer-Olkin (K.M.O).

Tableau N°2 : Indice KMO et test de Bartlett

Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin.		0,496
Test de sphéricité de Bartlett	Khi-deux approximé	91,354
	Ddl	36
	Signification de Bartlett	0,000

Source : établi par nos soins en utilisant le logiciel SPSS

Le Test de Bartlett consiste à comparer la matrice des corrélations avec l'identité en utilisant un test de Khi2. Une signification de la valeur du test proche de « 0 » permet de rejeter l'hypothèse de la non corrélation globale des variables et donc une corrélation suffisante pour permettre une réduction significative de la dimension.

Dans notre cas, la signification est nulle au seuil de 5 %, et donc, nous rejetons l'hypothèse nulle (H_0 : la matrice de corrélation est égale à une matrice identité).

Le Test Kaiser-Mayer-Olkin (K.M.O) est le rapport de la somme des corrélations au carré par la somme des corrélations partielles au carré. Ce test est très utile en ce qu'il permet d'évaluer dans quelle mesure l'ensemble des variables sélectionnées est un ensemble cohérent qui permet de définir une solution pertinente en termes conceptuels. Plus cet indice est élevé et plus la solution factorielle obtenue est satisfaisante. La valeur de cet indice dans la présente analyse est de 0,496. Cette valeur indique qu'il existe une solution factorielle statistiquement acceptable qui représente les relations entre les variables.

L'objectif recherché de l'ACP est de résumer l'information contenue dans les variables initiales (qui sont au nombre de 9) à un minimum de variables factorielles.

Le tableau N°3 montre que les quatre premières variables factorielles représentent des parts importantes de la variance totale des données qui sont respectivement 26,6 %, 19,6 %, 17 % et 11,5 %. Afin de simplifier la représentation graphique des variables et des individus, nous retenons les deux premiers facteurs qui englobent 46,15 % de l'information totale.

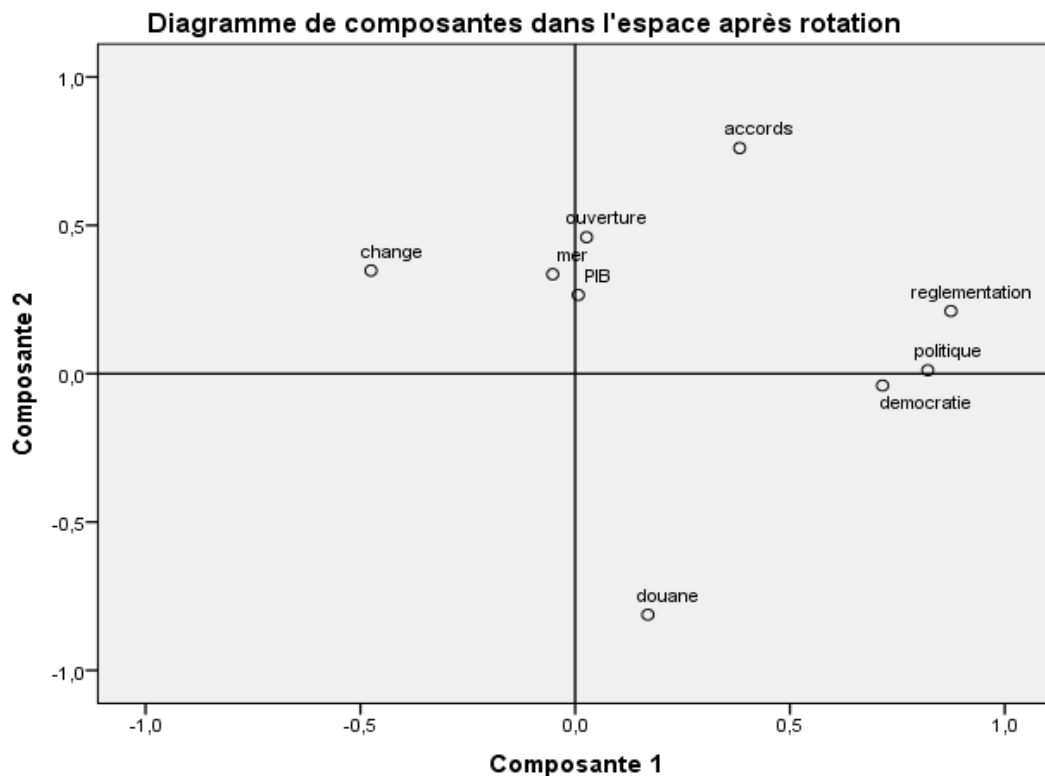
Tableau N°3 : variance totale expliquée

Composante	Valeurs propres initiales			Extraction Sommes des carrés des facteurs retenus		
	Total	% de la variance	% cumulés	Total	% de la variance	% cumulés
1	2,393	26,592	26,592	2,393	26,592	26,592
2	1,761	19,567	46,159	1,761	19,567	46,159
3	1,532	17,023	63,182	1,532	17,023	63,182
4	1,039	11,546	74,728	1,039	11,546	74,728
5	0,721	8,009	82,737			
6	0,692	7,694	90,431			
7	0,418	4,644	95,075			
8	0,307	3,417	98,492			
9	0,136	1,508	100,000			

Source : établi par nos soins en utilisant le logiciel SPSS

La figure N°1 montre la relation et la corrélation entre les différentes variables. En effet, les variables qui se regroupent, sont positivement corrélées entre elles, alors que celles qui se trouvent sur les côtés opposés de l'origine du cercle, sont négativement corrélées. Il est à noter également que la distance entre l'origine du graphique et la variable mesure la qualité de représentation de cette dernière. De ce fait, plus la variable s'éloigne de l'origine, plus elle est bien représentée par l'ACP.

Figure N°1 : Diagramme de corrélation des variables



Source : Etabli par nos soins en utilisant le logiciel SPSS

Le diagramme de corrélations des deux premiers axes permet de constater l'existence d'une forte corrélation positive entre le régime politique, l'indice de stabilité politique et celui de la qualité de la réglementation sur la première composante. En revanche, ces différentes variables sont négativement corrélées avec le taux de change effectif réel. La nature de cet axe est donc déterminée à partir des variables qui le composent. Celles-ci sont dans l'ensemble des variables institutionnelles

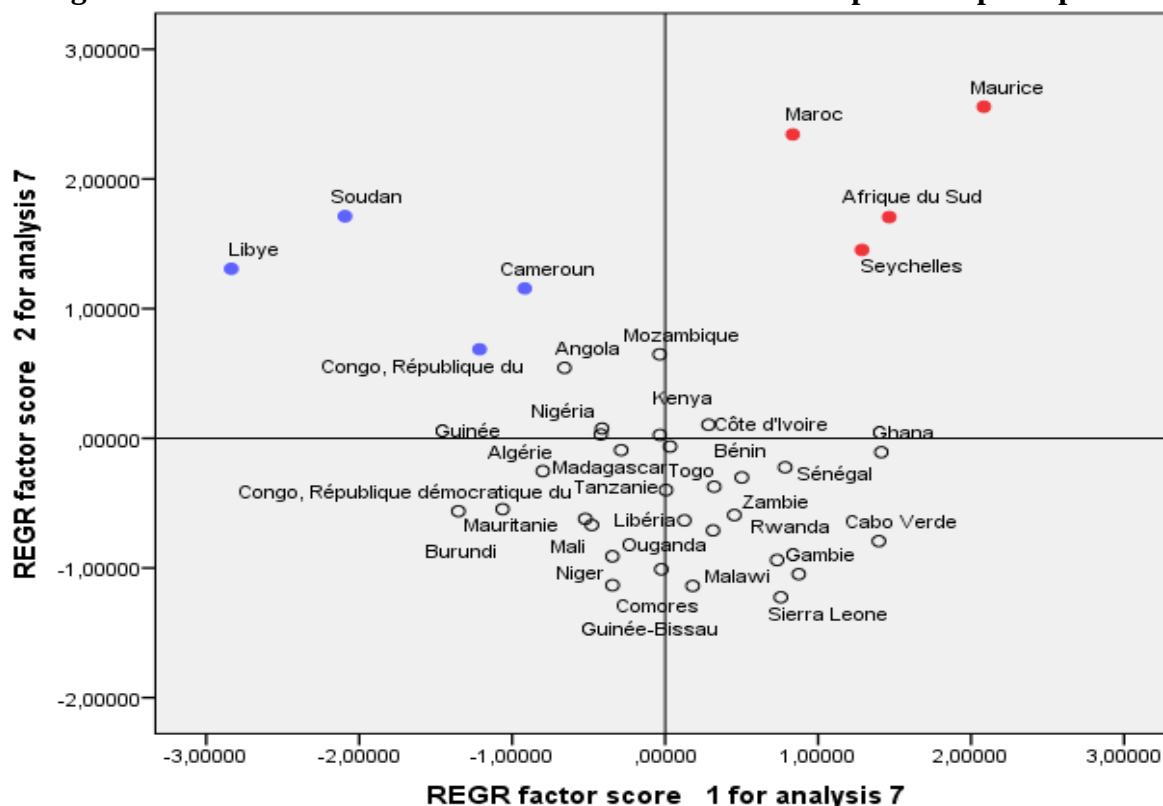
Sur la deuxième composante une relation positive est observée entre le PIB réel, l'ouverture commerciale, l'accès à la mer ainsi que le nombre d'accords commerciaux. Ces variables favorisant les échanges commerciaux sont négativement corrélées avec le taux des droits de douanes. Cet axe est donc un facteur d'échelle de l'intensité des échanges commerciaux.

Afin d'effectuer une classification des pays selon les nouvelles variables obtenues à partir de l'ACP, une représentation des individus sur les mêmes axes retenus est nécessaire. Elle permet de regrouper les pays selon des caractéristiques communes issus de l'ACP du point de vue de la qualité institutionnelle, d'une part, et de l'importance des échanges commerciaux, d'autre part. :

- Les pays qui ont une qualité institutionnelle favorable sont situés à droite du graphique et se rapprochent du premier axe factoriel. A l'opposé apparaissent les pays à faibles qualités institutionnelles et pour lesquels les taux de change sont défavorables.

- Les pays qui ont des échanges commerciaux importants sont situés en haut du graphique, tandis que les pays à faible capacités d'échanges commerciaux sont en bas du graphique.

Figure N°2 Corrélation entre les individus sur les deux composantes principales



Source : établi par nos soins en utilisant le logiciel SPSS

Intuitivement, l'observation du graphique N°2 permet de dégager trois classes de pays : l' chacun des quadrants du plan représentent approximativement un type particulier de pays. Cependant, la méthode de classification hiérarchique ascendante (CAH) permet d'approfondir et d'infirmar cette première intuition (figure N°3).

Les classes issues de l'analyse regroupent les pays qui se ressemblent du point de vue de leurs profils sur l'ensemble des variables considérées. La particularité de la fonction utilisée est qu'elle prend en considération les résultats produits à partir de l'ACP, c'est-à-dire les axes retenus de l'ACP.

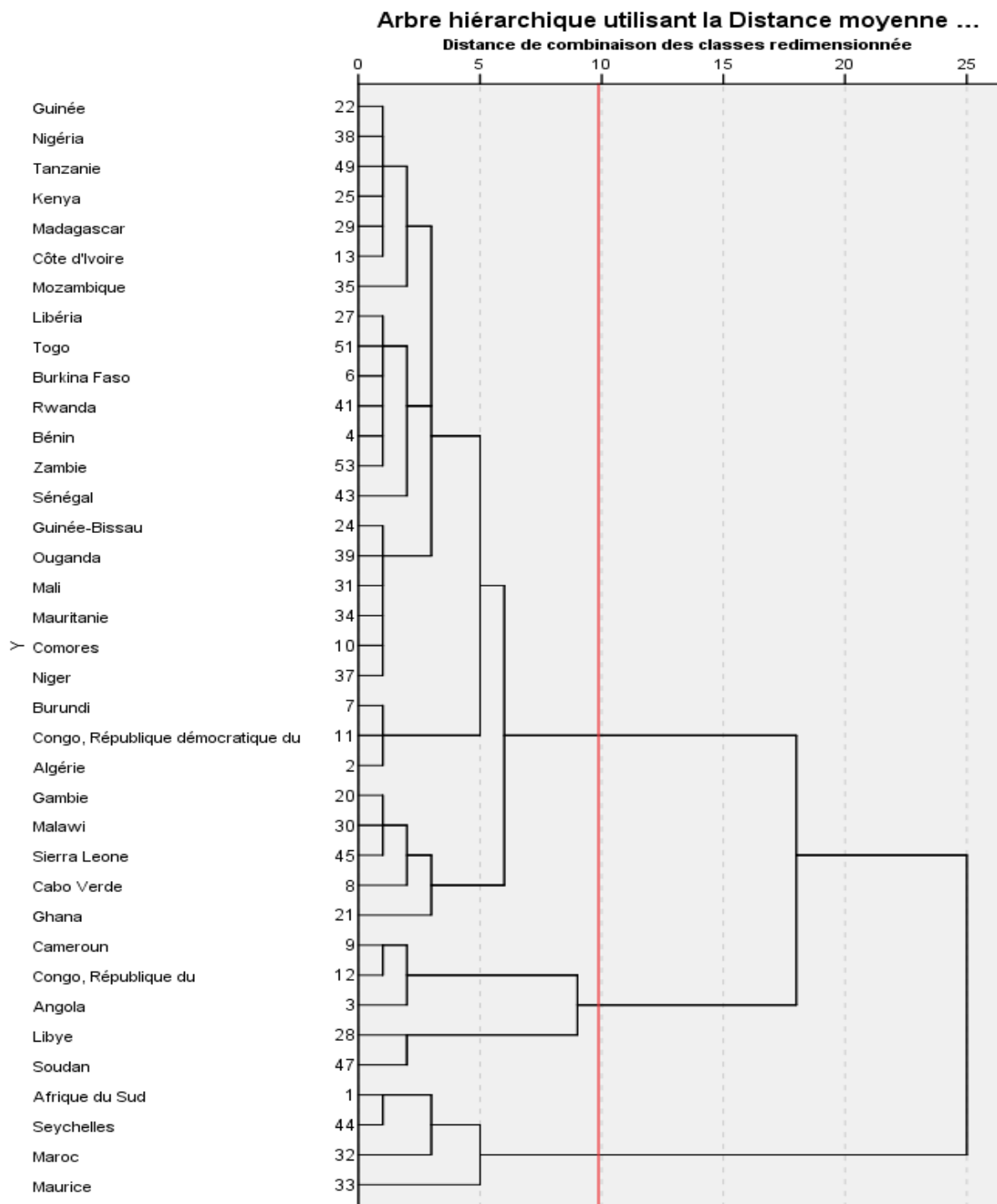
L'ensemble des résultats obtenus à partir de la CAH synthétise les traits dominants de chaque groupe. La CAH fait ressortir les résultats adaptés aux tendances générales des pays concernés. Cela permet d'obtenir un regroupement des pays similaire à celui présenté en figure 3.

La première classe regroupe : le Maroc, Seychelles, Maurice et Afrique de sud. Ces pays ont des caractéristiques similaires en matière de nombre d'accords commerciaux qui sont relativement important, ainsi que l'indice de l'ouverture commerciale. Ce sont des pays où les échanges commerciaux internationaux sont plus favorables grâce, principalement, à la baisse des taux de droits de douane.

La deuxième classe est celle rassemblant la Libye, Soudan, Angola, République du Congo et le Cameroun. Ce groupe se caractérise par des indices institutionnels très faibles. Ce qui peut affecter négativement leurs relations commerciales et ainsi leur développement économique.

Le dernier groupe rassemble tous les autres pays. Dans la figure N°2 ces pays sont représentés en bas du graphique, où se positionne la variable taux des droits de douane. Ces pays partagent des caractéristiques similaires relatives à des taux de douane importants par rapport aux deux premières classes ainsi que des indices de taux de change qui dépassent ou se rapprochent de 100, ce qui signifie une surévaluation de leurs monnaies nationales. Ce groupe de pays est donc limité en termes d'échanges commerciaux et de développement économique.

Figure N°4 : Dendrogramme des groupes de pays



Source : Etabli par nos soins en utilisant le logiciel SPSS

5. Conclusion

Les rapports entre la participation au commerce mondial et le développement économique sont complexes, aussi bien en examinant les effets des importations que ceux des exportations. Si les importations peuvent concurrencer la production locale et par conséquent de freiner le développement, elles sont aussi un moyen d'obtenir des produits non disponibles localement, un moyen d'accéder aux innovations et d'acquérir les équipements indispensables au développement. Si les exportations sont un moteur de la croissance, pour reprendre les termes de la Banque mondiale, elles supposent cependant une production locale préalable. Cette problématique du rôle de l'ouverture commerciale n'a pas cessé de nourrir les débats théoriques depuis plusieurs siècles opposant protectionnistes et libre-échangistes. Du point de vue de la politique économique, nul pays n'a essayé ni le protectionnisme intégral – l'autarcie – et ni le libéralisme intégral. La politique commerciale a toujours été un dosage variable selon les pays et les époques des deux systèmes.

Il résulte de ce constat, que l'ouverture commerciale, adoucie par des mesures néo-protectionnistes, est un facteur de développement. Mais l'examen des économies africaines révèlent que celles-ci ne sont pas nettement engagées pour profiter des effets positifs de commerce international. Plusieurs facteurs de ce moindre engagement ont retenu l'attention de la littérature empirique.

Dans la présente étude les facteurs qui contribuent au développement du commerce dans les pays africains ont été identifiés par une analyse en composantes principales ACP. Les résultats obtenus peuvent être résumés comme suit :

- L'ouverture commerciale est corrélée positivement au PIB réel, à l'accès à la mer ainsi qu'au nombre d'accords commerciaux signés par le pays. En revanche, elle est corrélée négativement avec le taux des droits de douane. Ainsi, il apparaît évident que la politique mercantiliste protectrice n'est pas favorable à la croissance.
- Le nombre de pays qui peuvent être considérés comme relativement développés avec un commerce international prospère sont très limités, compte tenu du fait que la majorité des pays africains sont protectionnistes et fixent des taux de douane élevés. Les pays connaissant une détérioration des facteurs institutionnels associée au protectionnisme enregistrent un plus faible développement que les autres.

Bien que l'ensemble des pays aient signé des accords régionaux de libre-échange, afin de favoriser les échanges intracontinentaux, cela reste insuffisant en raison vraisemblablement de l'absence d'une diversité des produits exportés relevant principalement du secteur primaire agricole et minier qui sont davantage concurrents que complémentaires.

6. Références bibliographiques

Abdelmalki Lahsen, René Sandretto (2017), Le commerce international. Analyses, institutions et politiques des États, De Boeck Supérieur.

Acemoglu Daron, and James A Robinson. (2010). Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty , Crown Business, New York.

Acemoglu, Daron, and James A Robinson. (2010). "Why is Africa Poor?" Economic History of Developing Regions 25 (1 June 2010): 21-50 .

Amsden Alice H. (1991), Diffusion of Development: The Late-Industrializing Model and Greater East Asia, The American Economic Review, pp. 282-286

Aron J. (2000), "Growth and Institutions: A Review of the Evidence", *The World Bank Research Observer* 15(1), 99 - 135.

Azevêdo Roberto (2014) « Les accords commerciaux régionaux "ne peuvent pas se substituer" au système commercial multilatéral ». Communication, en tant que Directeur général de l'OMC pour clore le Séminaire sur les questions transversales dans les accords commerciaux régionaux (ACR), le 25 septembre 2014. https://www.wto.org/french/news_f/spra_f/spra33_f.htm

Bagoulla Corinne et Gabriel Figueiredo De Oliveira - Coordonné par- (2022). Ouverture commerciale, transformations structurelles et croissance économique en Afrique. *Région et développement*, n°54

Balassa Bela (1978), "The 'New Protectionism' and the International Economy », *Journal of World Trade Law*, vol. 12, no. 5

Banque mondiale, Worldwide Governance Indicators (WGI). <https://globaleedge.msu.edu/global-resources/resource/470>, consulté le 28/04/2022

Barro Robert J. (1996) « Institutions and Growth, an Introductory Essay », *Journal of Economic Growth*, Vol. 1, N°2, pp. 145-148.

Baudry Pierre (2021), « La politique économique allemande : Retour du mercantilisme à l'époque de la mondialisation ? », *Revue française de science politique*, Vol. 71, n° 2, , p. 219–237

Ben Hammouda Hakim, Nassim Oulmane, Mustapha Sadni Jallab, (2010), « À Washington : d'un consensus à l'autre », Chapitre 5 in *Crise... Naufrage des économistes ? Enquête sur une discipline en plein questionnement*. De Boeck éditeur Supérieur, 234 pages.

Bhagwati Jagdish N (1958), "Immiserizing Growth: A Geometrical Note", *Review of Economic Studies* 25, (June), pp. 201-205.

Bhagwati Jagdish N. (1995) "US Trade policy: The infatuation with FTAs ", 23 pages, <https://core.ac.uk/download/pdf/161436448.pdf>.

Bhagwati Jagdish, (1998) "The Capital Myth: The Difference Between Trade in Widgets and Dollars," *Foreign Affairs*, vol. 77 (May/June 1998),

(De) Boissieu Christian, Dominique Chesneau (Collectif sous la direction de) - Préface de Jean-Claude Trichet, *Le patriotisme économique a-t-il un sens ou la mondialisation en question*. Maxima, 224 pages

Brasseul Jacques (1993), *Les nouveaux pays industrialisés*, Armand Colin, 1993, 189 pages.

Broad Robin; John Cavanagh, (1999), *The death of the Washington consensus?* *World Policy Journal*; Fall 1999; 16, 3; Research Library Core, <https://dra.american.edu/islandora/object/auislandora%3A64893/datastream/PDF/view>. consulté le 20/04/2022

Carey, Henry C. (1865) *Principles of Social Science : In Three Volumes*, Philadelphia, Lippincott [reprint]

Child Josiah A *A New Discourse of Trade wherein is recommended several weighty points relating to companies of merchants ...* (1668 and 1690), <https://quod.lib.umich.edu/cgi/t/text/text-idx?c=eebo;idno=A32833.0001.001>

CNUCED (2021) Rapport 2021 sur le Développement économique en Afrique : La contribution potentielle de la zone de libre-échange continentale africaine à une croissance inclusive. <https://unctad.org/fr/press-material/faits-et-chiffres-6>

CNUCED (2017), Des décisions aux actions : Le commerce comme catalyseur de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Conseil du commerce et du développement

Cohen Daniel Richesse du monde, pauvreté des nations, Flammarion, 1997, 2de édition (1998)

Colbert Jean-Baptiste « Instruction de Jean-Baptiste Colbert (contrôleur général des finances) aux maîtres des requêtes envoyées en province pour visiter la ferme des gabelles, datée du mois de septembre 1663 ». In: Lettres, instructions et mémoires de Colbert, publiées par Pierre Clément. Tome II. 1ère partie. Finances, impôts, monnaies. Paris : Imprimerie impériale, 1863. pp. 239-240.

Cramer Christopher, Sender John, and Oqubay Arkebe (2020), African Economic Development. Evidence, Theory, Policy, Oxford University Press, 336 pages

Dani Rodrik, (2008), Nations et mondialisation, traduit de l'américain par Christophe Jaquet, Éditions La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 2008.

Delaite Marie-Françoise et Jacques Poirot, « Patriotisme économique et développement durable », Développement durable et territoires [En ligne], Vol. 1, n° 3 | Décembre 2010, mis en ligne le 08 juillet 2010, consulté le 17 avril 2022. URL: <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8469>.

Deyo Frederic C. (1987), The Political Economy of the New Asian Industrialism. Cornell University Press. 252 pages

Dollar David, Aart Kraay (2001), « Trade, Growth, and Poverty, Policy » Research Working Paper;No. 2615. World Bank, Washington, DC. 46 Pages

Ekodo Raymond et Augustin Ngomsi, (2017), Journal of Economics and Development Studies, September 2017, Vol. 5, No. 3, pp. 58-67. Lien http://jedsnet.com/journals/jeds/Vol_5_No_3_September_2017/7.pdf, consulté le 29/04/2022

Fitoussi Jean-Paul, Francesco Saraceno (2013) European economic governance the Berlin-Washington consensus, Cambridge Journal of Economics, Vol. 37, No. 3, Special Issue: Prospects for the Eurozone. pp. 479-496

Francis Patricia R., « Mettre fin à la pauvreté grâce au commerce : Réduire l'écart dans la mise en œuvre des OMD par le commerce » Chronique de l'ONU, article en ligne <https://www.un.org/fr/chronicle/article/mettre-fin-la-pauvrete-grace-au-commerce-reduire-lecart-dans-la-mise-en-oeuvre-des-omd-par-le> consulté 22/04/2022

Fontagné Lionel et Jean-Louis Guérin (1997), « L'ouverture catalyseur de la croissance », Économie internationale, International Economics, Vol. 71, 3Q 1997 ; CEPII

Friedman Milton; Rose Friedman (1980), Free to Choose, Harcourt, 338 pages.

Gautier André (1981). Les pays ateliers d'Extrême-Orient, Bréal, 160 pages.

Gern Jean-Pierre (1993) « L'apport du commerce extérieur à la croissance des pays non industrialisés » Revue Tiers Monde, t. XXXIV, n° 133, Janvier-Mars 1993

Graham Franck D. (1923), « The Theory of International Values Re-examined », Quaterly Journal of Economics Vol. 38, Issue 1, November. pp 54-86.

Grier Kevin B. et Robin M. Grier (2021), The Washington consensus works: Causal effects of reform, 1970-2015. *Journal of Comparative Economics*, Vol. 49, Issue 1, March, Pages 59-72

Guérin Jean-Louis (2000), L'ouverture « catalyseur » de la croissance. Thèse de Doctorat, Paris I

Hamilton Alexander (1791), Hamilton's Report on the Subject of Manufactures, 1791, <https://www.gilderlehrman.org/history-resources/spotlight-primary-source/hamilton%E2%80%99s-report-subject-manufactures-1791>

Keynes John Maynard (1936), Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie,, https://hassibacherifi.yolasite.com › ressources › Keynes_theorie_rmploi_monnaie_2.pdf..

Knack Stephen and Philip Keefer (1995), "Institutions and Economic Performance: Crosscountry Tests Using Alternative Institutional Measures", *Economics and Politics* 7(3), 207-227

Leduc Michel (1960), « Le mécanisme du multiplicateur chez les néo-mercantilistes de langue française au XVIIIème siècle », *Revue d'économie politique*, Vol 70, n°2, mars-avril, pp. 229-247

Le Monde diplomatique, Les dix commandements du consensus de Washington , <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/75/A/56184>, consulté le 20/04/2022

List Friederich Système national d'économie politique, 1841, 2^{ème} éd., Trad. par Henri Richelot, éd. Capelle, Paris, 1857,

https://fr.wikisource.org/wiki/Syst%C3%A8me_national_d%E2%80%99%C3%A9conomie_politique

Maurer Jean-Luc et Philippe Régnier (sous la direction de.) (2015) La nouvelle Asie industrielle, Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) Genève. OpenEdition Books

Mauro P. (1995), "Corruption and Growth", *Quarterly Journal of Economics*, 110(3), 681-712.

Michalet Charles.-Albert (1976)., *Le Capitalisme Mondial*, PUF, 1^{re} édition,

Michalet Charles.-Albert (2007/8), « Dynamique des formes de délocalisation et gouvernance des firmes et des États », *Revue française de gestion*, n° 177, pages 141 à 148.

Mitraoui Abderraouf (2020), « Qualité institutionnelle et Croissance économique : Application sur données de Panel dynamique (GMM), <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02740504/document>. Consulté le 05/05/2022

North Douglass C. (1990), *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*, Cambridge University Press. 152 pages

OCDE, (2002), « VI. Concurrence sur les marchés de produits et performance économique » *Perspectives économiques de l'OCDE*, 2002/2, n°72 2002/2 pages 189 à 197

OMC, « les arguments en faveur du commerce ouvert » https://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/fact3_f.htm, consulté le 23/04/2022

OMC, (2018), L'intégration du commerce en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable, Résumé analytique, p.2, <https://www.wto.org>.

Petty William__*Economic_Writings*(1899)_vol_1.djvu <https://en.wikisource.org>

Rodrik Dani et Arvind Subramania (2003), « La primauté des institutions (ce que cela veut dire et ce que cela ne veut pas dire) » *Finances & Développement* , 4 pages

Rodrik Dani, Arvind Subramanian A., et Trebbi F. (2004), "Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Integration and Geography in Economic Development", *Journal of Economic Growth*, 9(2), 131-165.

Sapir Jacques (2022), *Le protectionnisme*, collection Que sais-je ? Presses universitaires de France, 128p.

Stiglitz Joseph (2002), *La Grande Désillusion*, Paris, Fayard, (Poche 2003), 330 pages.

Todd David (2009), « Le protectionnisme, un libéralisme internationaliste. Naissance et diffusion, 1789-1914, Publié dans <https://laviedesidees.fr/Le-protectionnisme-un-liberalisme.html>

Trépant Inès, (2008), *Pays émergents et nouvel équilibre des forces*, *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2008/6-7 (n° 1991-1992) <https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-2008-6-page-6.htm>.

United Nations, « Le commerce international comme moteur du développement », Département des affaires économiques et sociales <https://www.un.org/development/desa/financing/fr/topics/international-trade-engine-development>, consulté le 11/04/2022

Uzunidis Dimitri (2001), « le nouveau mercantilisme à l'heure de la mondialisation » *Innovations*, 2001/2 no 14, pages 185 à 202, accessible par <https://www.cairn.info/revue-innovations-2001-2-page-185.htm> ;

Uzunidis Dimitri (2013), « Le nouveau mercantilisme et la finance globale » *Marché et organisations* 2013/3 (N° 19), pages 79 à 99 ;

Williamson John (Ed.) (1990) «What Washington Means by Policy Reform», dans, *Latin American Adjustment. How Much Has Happened?* Institute for International Economics, Washington.